

Compte rendu du Conseil Municipal **Lundi 16 décembre 2019**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur le Maire, JF Ravot

Date de la convocation : 12 décembre 2019

Nombre de conseillers : 15

En exercice : 9

Votants : 7

Présents : Mmes MP.Girod , C. Mathieu, C. Martin

MM. C. Saitta, P. Chiggiatto, JF. Ravot, P. Tissot,

Absents : M. R. Letscher, Mme S. Mazenc-Nehr

Secrétaire de séance : MP. Girod

Début de la séance : 20h00

I. Approbation du compte-rendu de la séance du 18 novembre 2019

Approuvé à l'unanimité

II. Délibérations :

1- Décision budgétaire modificative n° 3

Monsieur le Conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances informe le Conseil Municipal que diverses évolutions des besoins budgétaires rendent nécessaire de modifier les ouvertures de crédits budgétaires en dépense et en recette comme détaillé dans le tableau annexe.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;

Vu ses délibérations budgétaires antérieures pour l'exercice 2019 ;

Considérant que la réalisation de certaines opérations induit des réajustements en section de fonctionnement et d'investissement ;

Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter une décision modificative n° 3 pour l'exercice 2019 ;

Fonctionnement		Augmentation de crédits	Diminution de crédits
011	Charges à caractère général	39 000	48 500
60631	Fournitures d'entretien		1 000
60632	Fournitures de petit équipement		4 000
611	Prestations de services	27 000	
6132	Locations immobilières		1 000
6135	Locations mobilières		8 000
61521	Entretien de terrains		1 000
615221	Bâtiments publics		2 000
615231	Voirie		5 000
615232	Réseaux		1 000
61524	Entretien bois et forêts		5 000
6156	Maintenance		7 000
6226	Honoraires	12 000	
6227	Frais d'actes de contentieux		1 000
6228	Divers		2 000
6237	Publications		4 500
6257	Réceptions		4 000
6281	Concours divers (cotisations)		1 000
6283	Frais de nettoyage des locaux		1 000
012	Charges de personnel	34 500	
6411	Personnel titulaire	26 500	
6451	Cotisations à l'URSSAF	2 800	
6453	Cotisations caisses de retraite	5 200	
022	Dépenses imprévues		25 000
TOTAL		73 500	73 500

Approuvé à l'unanimité

2- CERTINERGY : Convention de partenariat en faveur de la promotion de l'efficacité énergétique

Madame le Maire-adjoint en charge des Travaux expose à l'assemblée la convention à conclure avec CERTINERGY.

CertiNergy, société éco-innovante, est l'entreprise de référence du secteur des Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

Le Syndicat Intercommunal d'Energie et des e-communications de l'Ain (dénommé « SIEA ») et CertiNergy ont signé une convention-cadre de partenariat pour que CertiNergy incite à réaliser davantage de travaux et d'investissements performants énergétiquement par le biais de la valorisation des CEE correspondant aux travaux entrepris par les collectivités membres du SIEA, visant à isoler les combles perdus.

Le PARTENAIRE est une Collectivité locale membre du SIEA et qui adhère au projet ISOL'01 pour améliorer la performance énergétique de son patrimoine.

A ce titre, CertiNergy incite le PARTENAIRE à réaliser davantage de travaux et d'investissements performants énergétiquement d'isolation de combles perdus par le biais de la valorisation des CEE correspondant aux travaux entrepris.

L'objet de la présente convention est de :

- déterminer le montant de la Prime CEE versée par CertiNergy en contrepartie de la transmission exclusive de documents nécessaires à la constitution de dossiers de demande de CEE par le PARTENAIRE dans le cadre des opérations d'efficacité énergétique éligibles au dispositif des CEE réalisées par ce dernier (ci-après dénommée(s) la ou les « Opérations ») selon la fiche standardisée BAT-EN-101 : isolation des combles et ce, dans le cadre exclusif de l'opération ISOL'01 précitée ;
- définir les actions mises en place par CertiNergy pour accompagner le PARTENAIRE dans la recherche de ces gisements de travaux d'économie d'énergie ; actions nécessaires à la génération des volumes CEE associés ;
- définir les modalités de versement de la participation financière au profit du PARTENAIRE après la réception des travaux de l'Opération et sous réserve de l'enregistrement des CEE sur le compte de CertiNergy ouvert auprès du Registre EMMY.

CertiNergy versera au PARTENAIRE une Prime CEE calculée en fonction du volume de CEE (exprimé en MWh cumac) ci-après dénommé « Volume généré » enregistrés sur le compte de CertiNergy selon la formule suivante :

Prime CEE = Volume généré * 4,50 € HT/MWh cumac

Approuvé à l'unanimité

3- Convention d'occupation de terrain

Madame l'adjointe au Maire en charge des Travaux explique à l'assemblée que la commune est propriétaire d'un terrain sur la commune d'Echenevex et cadastré AP 15.

Nous autorisons M. GUERRAZ Albert à utiliser l'abri de jardin existant sur notre parcelle.

Il convient donc de signer une convention d'occupation de ce terrain afin de régulariser les obligations de chacune des parties.

Approuvée à l'unanimité

4- Dissolution du Syndicat Intercommunal d'Initiative Forestière du Haut Bugey

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que la Commune est membre du Syndicat Intercommunal d'Initiative Forestière.

Ce syndicat a fonctionné depuis son origine sur ses fonds propres sans jamais faire appel à la cotisation de ses communes membres. L'essentiel de ses dépenses était consacré à l'élaboration de la Charte forestière puis au cofinancement de l'animation de cette Charte, animation portée à ce jour par Haut-Bugey Agglomération.

A compter de cette année, les fonds propres en fonctionnement sont épuisés et la procédure de reversement du solde excédentaire d'investissement en fonctionnement, telle qu'elle avait été votée en 2018, n'a pas été autorisée par les ministères des Finances et de l'Intérieur et ce, malgré le fait que le budget disposait de plus de 31 000 Euros en investissement sans perspectives de dépenses à cette section.

Dès lors, il ne restait plus que deux solutions : solliciter les communes pour une cotisation annuelle, à hauteur de 28 000 Euros environ, ou bien procéder à la dissolution du SIIF.

Lors d'une réunion en sous-préfecture le 29 avril dernier, il a été proposé, d'un commun accord entre HBA, la Communauté d'Agglomération du Pays de Gex, la Communauté de Communes du Pays Bellegardien et de celle de

Bugey Sud, la dissolution du SIIF avec reversement de l'actif et du passif à HBA qui assure déjà le portage financier de l'animation de la Charte Forestière du territoire.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L5212-33, L5211-25-1 et L5211-26

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 novembre 2005 modifié, portant création du SIIF

VU la délibération n° 2019-09 en date du 5 juillet 2019, du Comité syndical du SIIF décidant de la dissolution du SIIF,

CONSIDERANT qu'un syndicat peut être dissous par le consentement des organes délibérants de ses collectivités membres,

Approuvé à l'unanimité

5- Foulée 2019 – Approbation tarifs inscription

Monsieur le conseiller municipal en charge de la commission Sports rappelle à l'Assemblée l'organisation de la Foulée de Chevry et expose la nécessité de valider les tarifs appliqués aux différentes catégories d'inscription :

	Inscriptions internet
Adultes	12 €
Enfants	6 €
Marche espoir	5 €

Approuvé à l'unanimité

6- Salon des Artistes de Chevry 2019 - Achat d'œuvres

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée son accord pour acheter plusieurs œuvres à différents artistes ayant participé au Salon d'Automne 2019 à Chevry.

Mme MARTIN Colette ne prend pas part au vote.

Il s'agit :

Ces œuvres seront installées dans plusieurs bureaux en Mairie de Chevry.

- De deux photographies encadrées pour une valeur de 90 euros pièce à M. FRENE Roland « Todos Photos » soit 180 euros ;

- D'une peinture pour une valeur de 700 euros à M. MARTIN Robert

Soit une valeur totale de 880 euros (huit cent quatre-vingt euros).

Approuvé à l'unanimité

7- Délibération donnant mandat au président du centre de gestion pour l'engagement d'une consultation en vue de la conclusion d'un contrat d'assurance collective

Le Maire rappelle à l'assemblée que :

Dans le cadre de l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984, le Centre de gestion de l'Ain a souscrit depuis plusieurs années un contrat d'assurance groupe pour couvrir les risques statutaires de ses collectivités affiliées. Celui-ci a été mis en place pour assurer une couverture financière complète des risques encourus par les Collectivités Territoriales et les Etablissements Publics en cas de décès, accidents du travail, maladies professionnelles, maladies ou accidents non professionnels et maternité de leurs agents titulaires et contractuels.

Ce contrat a été conclu dans le cadre des dispositions prévues par l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 et le décret 88-145 du 15 février 1988, à l'issue d'une mise en concurrence réalisée au cours de l'année 2016 dans le strict respect des règles applicables aux marchés publics d'assurances. Le marché a été attribué en dernier lieu au groupement CNP / GRAS-SAVOYE qui assure la couverture du risque et la gestion du contrat et ce, pour une durée ferme de 4 ans qui vient à échéance le 31 décembre 2020.

Ce contrat a donc été mis en place sur les bases suivantes :

- Prise d'effet des garanties au 1^{er} janvier 2017, pour une durée ferme de quatre ans, avec faculté de résiliation annuelle par chacune des parties sous préavis de 6 mois.

- Une tarification variable selon le nombre d'agents affiliés à la CNRACL employés dans la Collectivité et la franchise retenue en maladie ordinaire. Pour les collectivités dont le nombre d'agents affiliés à la CNRACL employés est supérieur à 19, une tarification spécifique a été proposée en fonction de leur absentéisme.

La consultation à venir doit s'opérer dans un contexte juridique spécifique, en application du Code de la Commande Publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019. En effet, la consultation des entreprises d'assurances devrait être lancée en procédure avec négociation, qui devra paraître au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Dans le respect tant du formalisme prévu par le Code de la commande publique que des dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, le Centre de gestion doit justifier d'avoir été mandaté pour engager la procédure de consultation à l'issue de laquelle les collectivités auront la faculté d'adhérer ou non au contrat qui en résultera.

Aussi, le Maire propose à l'assemblée de donner mandat au Président du Centre de gestion de l'Ain pour procéder, au nom de la collectivité, à une consultation auprès des différents prestataires potentiels dans le respect du formalisme prévu par le Code de la commande publique.

L'assemblée est invitée à examiner les propositions qui viennent d'être formulées.

Il est proposé au Conseil municipal de :

- D'étudier l'opportunité de conclure un nouveau contrat d'assurance pour la garantie de ses risques statutaires
- De donner mandat au Président du Centre de gestion de l'Ain afin :
 - qu'il procède à la consultation des différents prestataires potentiels ;
 - qu'il conclue le cas échéant un contrat-groupe adapté aux besoins des collectivités mandataires ;
 - qu'il informe ces collectivités des caractéristiques du nouveau contrat-groupe, se fasse le relais de toute demande d'adhésion au dit contrat et qu'il prenne toute décision adaptée pour réaliser réglementairement la passation du marché susvisé.

Approuvé à l'unanimité

8- Modification du tableau des emplois permanents de la collectivité.

Monsieur le Maire expose qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité sur proposition de l'autorité territoriale, de fixer les effectifs des emplois permanents à temps partiel et à temps complet nécessaires au fonctionnement des services communaux

Vu la Loi n° 84-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la Loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits & libertés des communes et de leurs établissements publics,

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant ; et que celui-ci doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité à recruter,

Il est proposé au Conseil Municipal

- **D'ACCEPTER** les propositions du Maire,
- **DE FIXER** le nouveau tableau des emplois permanents de la commune au **1^{er} février 2020** comme suit :

EMPLOIS A TEMPS COMPLET	Nombre	Grade / Cadre d'emplois
Direction :		
- Secrétaire générale	1	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe
Service Administratif :		
- Agent comptable	1	Adjoint administratif 2 ^{ème} classe
- Agent de service Agence postale	1	Adjoint Technique Principal 1 ^{ère} classe
Service Technique :		
- Responsable des Services Techniques	1	Agent de maîtrise principal
- Entretien voirie, employé polyvalent –		

conducteur spécialisé	3	Adjoint Technique Territorial
- Employé polyvalent, entretien locaux, cantine scolaire	1	Adjoint Technique Territorial
- Employé polyvalent, entretien locaux,	1	Adjoint Technique Territorial

EMPLOIS A TEMPS NON COMPLET

Nombre

Grade / Cadre d'emplois

- Secrétaire administrative polyvalente	1	Adjoint Administratif principal de 2 nd e classe (28h/s)
- Secrétaire administrative polyvalente	2	Adjoint Administratif Territorial (28h/s)
- Agent de service des Ecoles	1	Adjoint Technique principal 2 nd e classe (21h30/s annualisé)
- Agent de service des Ecoles fonction ATSEM	1	Agent Animation (29h30/s annualisé)
- Agent d'entretien pour bâtiments communaux	1	Adjoint Technique Territorial (19h/s)

- **D'AUTORISER** le Maire à procéder à la déclaration de vacance de poste et prendre les dispositions relatives au recrutement.

Annule et remplace la délibération du 22.07.2019.

Approuvé à l'unanimité

III Divers :

- Cérémonie des vœux du Maire le vendredi 3 janvier 2019 à 19 heures à la Salle des Fêtes.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 20h35.